



## Loi El Khomri : Mailly étrille Hollande, Valls, Gattaz et Berger

Marc Landré, « Social », Le Figaro, le 28.11.2016

Jean-Claude Mailly aime faire le buzz. Son dernier ouvrage en est une illustration, tant le secrétaire général de FO fait mouche à chacune des 127 pages où il revient sur ses six mois de guérilla contre la loi El Khomri.

«Un conflit inédit» sous un gouvernement de gauche, rappelle-t-il, considérant «qu'il était de mon devoir, en ma qualité de secrétaire général, de faire partager au lecteur cette tranche d'histoire sociale, de la décrypter, de la décoder».

Et en ayant l'honnêteté d'indiquer qu'il est «adhérent depuis 1986 au PS, sans y militer».

Outre les raisons de l'opposition de FO à un texte qui «constitue le volet qualitatif de flexibilité et de précarisation sociale, complétant le volet quantitatif de réduction des prélèvements fiscaux et sociaux des entreprises», le patron de FO dresse surtout un portrait plein de relief des principaux acteurs de la loi travail.

Celui qui en prend le plus pour son grade, c'est Manuel Valls. «L'ambition politique, son positionnement à l'aile droite du parti sur les questions économiques et sociales, son tempérament tendent à ce qu'il classe rapidement les gens dans les colonnes ennemies ou amies, explique Jean-Claude Mailly, qui est un proche assumé depuis trente ans de Martine Aubry, qu'il loue dans son livre.

«Il (Manuel Valls, NDLR) ne connaît guère le social. Pour lui, c'est avant tout un dossier de positionnement politique et d'autorité de l'État», ajoute le leader de FO.

## El Khomri épargnée

François Hollande, qui «est peut-être le président qui parle le plus de dialogue social mais celui qui en fait le moins», n'est pas épargné. Le secrétaire général de FO en arrive à la conclusion que «le voir ne sert à rien». Même s'il est «convivial» lors de leurs rencontres à l'Élysée, il est difficile «d'avoir une réponse précise, comme s'il se préservait en ne se dévoilant pas ou en attendant de prendre position. On se demande toujours ce qu'il va faire, on n'en sait guère plus qu'en entrant».

Sa conclusion sur le chef de l'État est cinglante. «Le social n'est ni sa culture, ni son histoire, ni sa pratique. Sur le plan économique global, François Hollande est plutôt de conception libérale», juge le keynésien Jean-Claude Mailly. «Chaque fois qu'il prend une décision en faveur des entreprises, il ajoute un élément de communication, une fausse annonce, rappelle-t-il. L'enfumage est manifeste, comme s'il n'assumait pas sa politique.»

Laurent Berger, le patron de la CFDT, n'est pas en reste. «Depuis octobre 2015, nous ne nous parlons plus», avoue le leader de FO. Pour lui, Berger n'est pas «réformiste mais réformateur: il a envie de cogérer le système». La «différence de philosophie» est nette avec FO, la CFDT ayant «tendance parfois à se considérer à elle seule comme un mouvement social et politique».

Mais son «ennemi préféré», c'est Pierre Gattaz qui «pense que la France doit être gérée comme son entreprise, Radiall» et «ne cherche pas à comprendre le raisonnement de son interlocuteur».

Leur relation s'apparente même «à l'incommensurabilité des univers intersubjectifs de la pensée».

Dit autrement, «esquisser un compromis est mission impossible pour lui». La seule à être épargnée est Myriam El Khomri - même si Jean-Claude Mailly signale avoir appris qui elle était, lors de sa nomination, par «l'ami Google».

S'il décrit leurs multiples rencontres, il n'a jamais un mot déplacé à son égard. □